



Gourrier de Tourcoing

JOURNAL RÉPUBLICAIN HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS

6 mois fr. 2.50
un an fr. 5.00

Rédaction & Administration
52, Rue du Château, TOURCOING

INSERTIONS

Annoncés . . . la ligne, 15 cent.
Réclames . . . id. 40 cent.
Demandes d'emploi: id. 10 cent.

LES GRÈVES et la lutte des classes

Depuis les désastres de notre malheureuse guerre de 1870, les Allemands, qui, par surprise nous ont vaincus par la guerre à main armée, ont travaillé avec une fébrile activité pour nous vaincre sur le champ de bataille de la concurrence industrielle et commerciale.

Sur tous les points de l'Allemagne, de nouvelles usines se sont établies ou agrandies; le mouvement industriel a pris un grand essor et la France a dû subir les effets d'une concurrence déloyale, poussée à l'excès.

Les Allemands n'ont rien négligé, afin d'écouler leurs produits dans le monde entier; ils ont même trouvé des expédients pour obliger les Français à consommer leur camelotte.

Des agents du socialisme révolutionnaire sont venus en France pour prêcher l'internationalisme et la lutte des classes; ces agents ont corrompu des journalistes et des ouvriers, dont ils ont fait des meneurs et ils les ont employés à pousser les ouvriers français à se mettre en grève, à propos de tout et à propos de rien.

Depuis 30 ans, le nombre des grèves a augmenté considérablement et il faut reconnaître qu'il en a été fait abus.

Il y a eu de nombreuses petites grèves, qui ont passées plus ou moins rapidement; mais les grandes grèves des mineurs, des filateurs, des ouvriers de la métallurgie, ainsi que celles des ouvriers des ports ont eu des effets désastreux pour l'industrie et le commerce français; elles ont démontré qu'une puissance occulte les produisait, systématiquement, au moment où il y avait des stocks considérables de marchandises étrangères à écouler.

Pendant que les ouvriers français faisaient des grèves, les consommateurs avaient des besoins et les marchands achetaient des articles étrangers qui prenaient la place des produits français; comme les marchandises étrangères étaient vendues à bas prix, les consommateurs s'y sont habitués et le travail est allé à l'étranger.

Mais, les socialistes révolutionnaires disent que le travail n'a pas de patrie; alors, de quoi se plaignent-ils? Si les patrons français ne peuvent pas leur donner satisfaction, ils n'ont qu'à émigrer en masse à l'étranger et là, ils verront combien leurs bons amis étrangers leur feront mauvais accueil et comment les patrons les emploieront à raison de 3 francs par journée de 15 heures.

Ne pas se rendre compte des effets désastreux des grèves en matière de concurrence est la preuve de l'incapacité des socialistes, qui par ignorance et par faiblesse se laissent pousser par des meneurs, qui leur sortent le pain de la main.

Les grèves ont entassé désastres sur désastres et elles ont augmenté la misère des travailleurs.

Il en est des grèves comme des révolutions, il faut savoir en user à propos et comme moyen extrême; mais il ne faut pas jouer à la grève, comme les agents de l'étranger vous y font jouer.

Le politique socialiste révolutionnaire a détruit l'harmonie entre les employés et les employeurs, il n'y a plus ni fraternité ni solidarité.

Il y a des femmes et des enfants dans la plus profonde misère; il y a des malades, il y a des veuves et des orphelins, qui s'occupent de ces malheureux? Sont-ce les socialistes?

Les politiciens et les députés socialistes ont-ils perfectionné nos lois et nos institutions au profit des classes laborieuses et nécessiteuses? Non!

Ont-ils instruit et moralisé les travailleurs? Non!

Ont-ils donné une bonne orientation au parti ouvrier? Non!

Le prolétariat a-t-il fait quelques conquêtes, sous la direction de ceux qui prétendent les conduire? Non!

Les agents du socialisme révolutionnaire international ont semé partout la misère, le désespoir et la haine; voilà leur œuvre!

Les ouvriers français ont le devoir de se ressaisir et de se débarrasser des intri-

gans qui se mêlent à eux afin de les induire en erreur, pour les pousser à faire des grèves inopportunes et à faire la lutte des classes. Qu'ils se rendent bien compte du rôle que jouent parmi eux, les déclassés, les avocats, les professeurs de philosophie, ainsi que les professeurs de carambolage et de culottages de pipes. Ce ramassis de fainéants et d'escrocs vit, grassement, au détriment des ouvriers français.

Les grèves ne doivent pas être faites d'après un mot d'ordre venu d'une puissance occulte, elles ne doivent se faire que lorsqu'il y a nécessité et après que les ouvriers auront épuisé tous les moyens de conciliation avec les patrons.

Elles doivent surtout être complètement exemptes d'éléments étrangers à la corporation, qui s'est mise en grève.

La grève générale est un moyen employé par les étrangers afin de plonger l'industrie et le commerce français dans l'anarchie pour s'emparer des débouchés de la production.

La grève générale, telle que les agents de l'étranger veulent la faire faire chez nous, est une grosse canaillerie dont les ouvriers seraient les victimes.

Raisonnons sans passion.

Où sont les capitaux nécessaires pour soutenir la grève générale?

Où sont les provisions pour vivre pendant le chômage général?

Où est l'organisation pour une pareille lutte?

C'est bientôt fait de se mettre en grève, mais il est bien difficile de la soutenir honnêtement et avec dignité lorsqu'on manque d'organisation et de ressources.

Les ouvriers ne doivent se mettre en grève que lorsque les meneurs leur auront assuré l'existence pour eux et pour leur famille.

Les mineurs qui ont voté la grève générale avaient le devoir de s'assurer des ressources avant de prendre une pareille résolution.

Etant donné le chiffre de 50 mille mineurs à 5 francs par jour et pour soutenir la grève pendant un mois, il fallait que les meneurs prouvent qu'ils avaient entre leurs mains la somme de sept millions cinq cent mille francs.

En admettant l'existence de cette somme ils doivent la distribuer dès le premier jour de la grève; et après cette distribution, ils devraient fournir la preuve qu'ils distribueront la même somme chaque mois.

Lors même que les meneurs de la grève générale fourniraient la preuve qu'ils ont 30 millions à leur disposition pour soutenir la grève pendant quatre mois, nous leur demanderions qui leur a fourni cette somme.

Lorsque les meneurs de la grève générale des mineurs auraient soutenu la grève pendant quatre mois en dépensant 30 millions, il serait très facile de se rendre compte de l'immense perte qui résulterait de cette grève nuisible aux ouvriers, nuisible aux patrons, nuisible aux consommateurs.

Les grèves et la lutte des classes ne sont que de misérables expédients qui ne peuvent servir que les ennemis de l'industrie française; nous les repoussons avec indignation et nous nous tenons à la disposition des ouvriers pour leur indiquer les moyens pratiques, capables d'améliorer leur situation.

Charles Meiss.

INFORMATIONS POLITIQUES

Un discours de M. Méline

L'ancien président du Conseil a prononcé, dimanche dernier, un discours politique qui, dans sa pensée, a pour but de grouper tous les adversaires du Ministère Waldeck-Rousseau, afin de tenter, dès le rentrée des Chambres, un effort suprême pour le renverser.

Se plaçant au strict point de vue du parti progressiste, M. Méline, s'est plaint avec amertume que la pratique du système dit « de défense républicaine » consistait à frapper les républicains beaucoup plus que les monarchistes.

Puis, passant de la question politique à la question sociale, il a fait le bilan des grèves.

Neuf fois sur dix, a-t-il dit, les grévistes n'ont retiré de la grève d'autres concessions que celles qui leur étaient faites dès le premier jour par les patrons et qu'ils auraient obtenues sans grèves. Bien souvent même, comme à Marseille, ils n'ont rien obtenu du tout.

Mais ces pertes, si considérables qu'elles soient, et qu'on peut appeler des « pertes visibles », ne sont

rien en comparaison des pertes invisibles qui atteignent tous les ouvriers en masse, grévistes ou non grévistes; c'est le préjudice irréparable causé à l'industrie française dans son ensemble par la désorganisation du travail. Elle est frappée mortellement au profit de l'étranger, qui se réjouit de nos désordres.

Ce sont les tulliates de Nottingham, qui ont reçu les commandes de Calais; c'est le charbon étranger qui, dans la région de Montceau, a pris la place du charbon français, et il ne s'en ira plus. C'est le port d'Anvers et celui d'Hambourg qui ont profité des grèves du Havre et de Dunkerque, celui de Gènes qui s'est enrichi aux dépens de celui de Marseille.

En présence de tels résultats, M. Méline, s'est adressé à ceux des radicaux qui sont des hommes « d'expérience et de clairvoyance » et leur a demandé de se ressaisir et de ne plus se suicider en faisant le jeu des collectivistes.

Bref, ce discours est un nouvel appel à l'union républicaine sur le terrain de la conservation sociale.

M. Méline sera-t-il mieux écouté cette fois que précédemment. Nous en doutons beaucoup.

Les Poincaré, et les Barthou, auxquels l'ancien président du Conseil semble s'être adressé particulièrement ne nous paraissent pas encore disposés à rompre ouvertement, carrément, avec la politique du Grand-Orient.

MM. Poincaré et Barthou, ont la jeunesse pour eux, et ils ont une ambition qu'ils cherchent à satisfaire. A leur avis, M. Méline est usé, ou du moins, il a perdu la cohésion de la coterie toute puissante qui gouverne la France en ce moment, et ils ne se soucient point de se compromettre avec lui.

Pour créer un mouvement politique dans le genre de celui que désire M. Méline, il faudrait tout d'abord que l'ancien président du Conseil, au lieu de s'adresser à des membres du Parlement, créés dans le sein du Grand-Orient lors de sa session, et que l'élément modéré qu'il représenterait eût une influence beaucoup plus grande dans le Conseil de l'Ordre.

Or, le Conseil de l'Ordre du G. O. est composé à l'unanimité de radicaux et socialistes. Il n'y a donc guère d'espoir qu'il arrive, du moins pour le moment, à un résultat d'autant plus que, depuis quelques années, M. Méline s'est abstenu d'assister aux séances du comité de la rue Cadet.

Il en est de M. Méline, comme de tant d'hommes politiques qui, dans leur jeunesse sont entrés dans la Franc-Maçonnerie pour arriver plus facilement, et qui s'en sont retirés, dès que leur ambition a été satisfaite; ils ont laissé ainsi le champ libre à des politiciens plus avancés.

Il leur serait difficile, après avoir rompu avec la secte, d'y reconquérir du jour au lendemain une autorité quelconque.

C'est donc pas sur le terrain maçonnique que l'on peut espérer ramener le calme dans le pays et rétablir l'ordre dans les affaires.

A une doctrine aussi absolue que celle du G. O., il faut opposer une doctrine contraire, sinon les hommes politiques risquent fort de s'agiter dans le vide, ils prononceront des discours sans portée et ne réveilleront autour d'eux que des partisans peu nombreux et sans influence.

Il en sera ainsi du discours prononcé à Remiremont par M. Méline. Ce n'est pas encore lui qui nous tirera d'affaire.

Le Referendum des mineurs

Les ouvriers de tous les centres miniers ont été appelés comme on le sait, à se prononcer sur l'opportunité de la grève générale.

On attendait avec curiosité le résultat de ce scrutin.

Une majorité s'est formée pour la grève; mais le nombre des abstentionnistes a été si important que l'on se demande si le Comité Central du Parti ouvrier Français osera déclarer la grève, malgré la décision prise au Congrès de Lens, disant que les abstentionnistes seraient déclarés comme partisans de la majorité.

Attendons quelques jours que Messieurs les socialistes aient pris leurs dispositions définitives.

Pour le moment, nous lirons seulement de ce fait la morale suivante :

Voilà on nous en sommes arrivés. Cent trente cinq mille ouvriers mineurs ont été appelés à se prononcer sur une question de vie ou de mort pour eux et pour le pays. Ils ont voté, tous, dans leurs sections, sans que le Gouvernement se soit ému le moins du monde de cette manifestation.

A notre avis, c'est moins le fait de la déclaration de grève par vingt et quelques mille ouvriers mineurs qui doit ébranler l'opinion publique, que la possibilité d'une consultation de cette nature.

Sans être personnellement dans les secrets du Parti ouvrier Français, nous savons pertinemment que la grève générale n'éclatera pas encore cette fois. La poire n'est pas mûre.

Mais, c'est un état de Dantoniés suspendue sur la tête de nos industriels.

La grève générale est décidée en principe. Que ce soit dans deux ans, dans dix ou dans vingt, nous en sommes tous menacés et nous le subirons si la France n'a pas le bonheur de trouver d'autres gouvernements que les fantoches d'aujourd'hui.

Depuis vingt ans, les révolutionnaires de toutes les écoles jolent avec le feu; il n'est pas étonnant que l'incendie vienne à éclater et à se propager.

Hier encore, M. Millerand, voulant prouver au Président de la République et à ses collègues du Ministère qu'il était le maître de la situation en Espagne, a excité les syndicats ouvriers que M. Waldeck-Rousseau avait tenté de contribuer à organiser en 1894; puis, lorsqu'il s'est aperçu que son effet avait porté, il a cru être assez puissant pour créer le machinisme révolutionnaire. Il s'est donc envoyé ses amis Basy et Lamendin au Congrès de

Lens, dans l'espoir que ces derniers feraient repousser la demande de grève générale, formulée par le Parti ouvrier.

On ne musela pas la tempête. Basy et Lamendin, les hommes de Millerand se sont crus très habiles en offrant aux mineurs réunis à Lens le Referendum comme un dérivatif; ils pensaient réunir une forte majorité contre la grève. Le réveil a été brusqué.

Il n'en est pas moins vrai que le vote est chose grave, très grave, non pas pour le présent, mais pour l'avenir. Il prouve que les ouvriers échappent de plus en plus à la tutelle des chefs en redingote qui les ont dirigés jusqu'à ce jour. Ils n'entendent rien ou ne veulent rien entendre aux manœuvres plus ou moins habiles qui les ont entraînés derrière un gouvernement bourgeois.

MM. Millerand et Janès sont donc débordés, comme il était à prévoir.

Nous l'avons dit bien souvent, la Révolution n'est que la consécration d'évolutions successives. Un homme, un parti même ne saurait l'enrayer, une fois l'impulsion donnée.

Le monde radical, dans un pensée d'ambition, a cru devoir enlever au peuple tout idéal; dans un but politique, il s'est appliqué à détruire dans le cœur humain les sentiments généraux, à tourner en dérision les aspirations les plus élevées; il a montré à l'ouvrier qu'il pouvait devenir le maître par l'association; est-il étonnant que le prolétariat fortement organisé cherche aujourd'hui à secouer toute autorité, puisqu'il n'a plus de principes!

Le vote de dimanche dernier est la conséquence d'une faute, dont la gravité n'échappe à personne, pas même à MM. Millerand et Janès. Ces derniers s'efforceront évidemment de faire machine en arrière; mais comme tant d'autres de leurs prédécesseurs, ils seront emportés par la tempête. La Révolution les tuera.

La reprise de l'Affaire

Le volume du traité Dreyfus, qui a été annoncé la semaine dernière par un éditeur de Berlin, a vu le jour.

Ce livre fait l'objet de copieuses appréciations dans les feuilles dreyfusardes qui, comme de juste n'hésitent pas à le qualifier de chef-d'œuvre.

Mais, la déduction est grande pour le lecteur qui s'attendait à ce que le traité donnât les preuves de son innocence, tandis qu'il s'est battu les flancs et a pu parer que de sa joute interminable de sa délivrance, de ses idéologies loquaces et de ses atroces souffrances durant son exil.

On pensait que Dreyfus avait dit tout ou presque tout de sa conversion avec le capitaine Lebrun-Renaud le jour de sa dégradation à l'École militaire. Rien.

C'est un livre sec et froid, plein de phrases creuses qui stentent que Dreyfus n'a ni sentiment ni âme. Il est dans son livre ce qu'il a été dans les longues audiences du procès de Rennes, impassible, morne, sans étincelle.

Il y a loin des *Cinq années de sa vie à Metz Prison* de Silvio Pellico, qui sont un chef-d'œuvre véritablement belles.

Mais, il faut le reconnaître, il y a une grande différence à faire entre la victime du gouvernement autrichien, conspirant pour l'indépendance de l'Italie et le traître Dreyfus livrant à l'ennemi les secrets de son pays.

Néanmoins, on cherche de toutes parts à connaître les causes de l'agitation dreyfusarde qui se manifeste.

Un journaliste Anglais a obtenu cette réponse du fils de M. Hadamard, le beau-frère de Dreyfus: « A Berlin, Vienne et Bruxelles, une vigoureuse impulsion va être donnée et l'on recommencera l'Affaire dès que le livre de l'ex-capitaine sera mis en vente, c'est-à-dire d'ici deux ou trois jours. »

Le livre paraîtra et les organes de l'Internationalisme en publieront les bonnes feuilles.

Les dreyfusards espèrent ainsi amorcer une nouvelle affaire.

Le Radical, qui appelle le traître « Alfred » tout court, rappelle dans quelles conditions Dreyfus a accepté sa grâce et il fait remarquer que son livre se termine par la note qui fut communiquée naguère aux journaux et qui annonçait la résolution d'Alfred Dreyfus de suivre la réparation de l'erreur judiciaire dont il a été victime.

S'il faut en croire l'Autre, cependant, ce ne serait point de son propre mouvement que Dreyfus rentrerait en lice:

Cédant à de pressantes sollicitations, le capitaine s'est décidé à écrire le récit de sa vie, etc.

Quant au *Petit Sou*, il reproche au traître de ne point s'être élevé dans son livre aux idées générales et il annonce qu'il comblera cette lacune, la cause du capitaine lui millionnaire lui paraissant être celle de tous les soldats d'un soldat.

D'autres feuilles dreyfusardes, tout en s'élevant à leurs lecteurs la prose lacrymatoire du malade, se gardent prudemment de présenter cette rentrée en scène comme une première escarmouche de la nouvelle campagne.

Que le traître intervienne de son plein gré ou qu'il soit obligé de marcher, nous allons assister, comme le dit M. Hadamard, à un recommencement de l'Affaire: le chambardement — qui n'a jamais cessé depuis la grâce — va reprendre avec une nouvelle vigueur.

La situation en Algérie

Nul n'ignoré ou ne doit ignorer le travail qui se fait depuis de longues années en Algérie, au profit de la politique Anglaise. On doit savoir également que notre ennemi aculeux s'est toujours vu d'un très mauvais œil la conquête de ce pays par la France.

Derrière les insurrections arabes qui se sont produites, la main de l'Anglais s'est presque toujours montrée. Mais, à aucune époque la propa-

gande dans les tribus et même chez les colons ne s'est faite sur une aussi grande échelle que depuis quelques années.

Le gouvernement semble même avoir pris à tâche de favoriser ce mouvement.

Un seul gouverneur de l'Algérie, M. Cambon, ému des progrès faits par l'Angleterre dans certains centres, avait pris des arrêtés d'expulsion contre les espions et les propagandistes d'outre-Manche. Mais, M. Cambon, fut bientôt brisé. Sous un prétexte quelconque, on le déplaça et on l'envoya aux Etats-Unis.

Depuis, l'espionnage anglais a pu opérer sans crainte.

Cela devait se traduire inévitablement par des révoltes. Nous avons eu à déplorer il y a quelques jours le pillage par les arabes du village de Marguerite.

Des scènes navrantes se sont produites sans que le gouvernement ait paru s'en émouvoir beaucoup.

Les colons, en lutte avec les agresseurs avaient demandé aux autorités algériennes l'exportation d'armes, seul moyen d'assurer la population Européenne contre des surprises insurrectionnelles.

Naguère le général Chanzy et M. Guesdon, anciens gouverneurs avaient confiés des dépôts d'armes aux municipalités de l'intérieur et aux formes isolées; mais, depuis cette autorisation a été retirée.

Une telle précaution serait cependant indispensable puisque la colonie est dépourvue de troupes suffisantes et que, malgré les promesses formelles faites à la représentation Algérienne, le gouvernement a refusé jusqu'ici de les remplacer ou de les augmenter.

Mais, étant donné l'esprit qui anime nos politiciens, et surtout les agissements de l'Angleterre, il est à croire que nos colons auront encore souvent à souffrir des mouvements insurrectionnels dans le centre et sur les confins de notre colonie.

Le pillage du village de Marguerite indique un danger pressant à éviter; mais, il tend à prouver également que des déficiences existent dans l'administration de notre grande colonie, déficiences dues à l'incapacité des fonctionnaires ou à un parti pris systématique de décourager la population indigène et les colons.

Un incident qui vient de se produire à Alger montre encore que tous les raisonnements, l'état des esprits.

Le maire d'Alger, M. Max Régis a été victime il y a quelques jours d'un guet apens qui lui a été tendu par les amis, ou plutôt par les suppôts de la Préfecture.

M. Max Régis est populaire et par conséquent redouté de la faction qui gouverne actuellement Alger. La population, en très grande majorité, est pour lui et voudrait que le gouverneur, M. Jonart, le débarrassât du Préfet Lutand qui, il faut bien le dire, se conduit ha-bas, non pas en administrateur, mais en chef de bande.

On a cru un instant que le Gouverneur aurait fait déplacer M. Lutand; il n'en a rien été. Bien au contraire, on annonce aujourd'hui que ce serait M. Jonart qui devra donner sa démission.

Ceci indique que M. Lutand n'agit pas de sa propre autorité, mais qu'il est soutenu par une coterie très puissante, qui compte sur lui pour la délivrer d'une façon ou d'une autre de l'adversaire si redouté M. Max Régis.

Le Gouverneur général, ayant été atteint de maladie, a dû prendre quelques semaines de repos à Antibes. Pendant son absence, le Préfet Lutand avait donc ses ordres franches. Or, il y a quelques jours, M. Max Régis se trouvant dans un café d'Alger en compagnie d'amis, fut interpellé par un certain Labourdesque, récemment installé dans le pays, sur son état de santé.

Pendant que Labourdesque se chamaillait avec Max Régis, sous un prétexte quelconque, un nommé Talhoudec, qui n'avait rien à voir dans l'affaire, sortit un revolver de sa poche, et à bout portant tira trois balles sur le maire d'Alger, il atteignit assez grièvement à la tête, pendant que d'autres compagnons de Labourdesque tiraient également des coups de revolver sur les amis de Max Régis.

A en juger par les comptes-rendus que nous avons parcourus, le guet apens avait eu, et il ressort de cet incident que Labourdesque a été chargé de créer une bagarre dans la pensée que Max Régis, l'adversaire irréductible de Lutand serait tué.

C'est un incident personnel sur lequel nous n'insisterons pas. Labourdesque et Talhoudec ont été arrêtés pour la forme; ils comparaitront devant un tribunal choisi, qui leur octroiera quelques jours de prison, et on les enverra se faire pendre ailleurs. L'affaire n'aura pas d'autres suites.

Mais, ce qui est plus grave, c'est l'attitude qu'a cru devoir prendre M. Jonart à la suite de l'incident.

D'Antibes, le Gouverneur général a pris un arrêté retirant à la municipalité d'Alger la direction de la police. Jusqu'à ce jour, M. Jonart n'avait eu qu'à louer de la population algérienne; il est à craindre que, mal conseillé, ou subissant une pression de la coterie toute puissante dans le pays, il compromette sa popularité en prenant fait et cause pour le préfet Lutand.

Il faut s'attendre à de nouveaux mouvements populaires dans notre colonie, dont M. Jonart ne se tirera pas mieux que ses prédécesseurs Lépine et Lafferrère.

L'ALCOOLISME

XXIX

L'Alcool et la folie

Nous avons longuement exposé dans nos précédents numéros les troubles que l'usage de l'alcool apporte dans le fonctionnement normal du corps et de l'intelligence, les maladies qu'il provoque dans

